



Assemblée générale

Distr. générale
11 mai 2001
Français
Original: anglais et français

Cinquante-cinquième session

Point 166 de l'ordre du jour

**Élection de juges du Tribunal international chargé
de juger les personnes accusées de violations graves
du droit international humanitaire commises
sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

Curriculum vitae des candidats présentés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les États non membres ayant une mission permanente d'observation au Siège de l'Organisation

Note du Secrétaire général

Additif

Curriculum vitae de Pierre G. Boutet

Le texte qui suit doit être inséré à la suite de celui qui figure actuellement à la page 22.

Pierre G. Boutet (Canada)

Fonctions

Officier de liaison
Ministère de la défense nationale/Ministère des anciens combattants, Ottawa
(Canada)

Langues

Parlées : français, anglais

Écrites : français, anglais

Études

Licence en droit (LL. L.), 1969
Bachelier ès Arts (B. A.), 1966
Université Laval, Sainte-Foy, Québec (Canada)

Occupations professionnelles

- | | |
|------------------------|---|
| 2 mars 1998 à ce jour | Ministère de la défense nationale/anciens combattants : officier de liaison entre le Ministère de la défense et le Ministère des anciens combattants du Canada, ayant la responsabilité de représenter les intérêts des membres des Forces canadiennes et faciliter la relation entre les Ministères de la défense nationale et des anciens combattants du Canada. |
| 3 mai 1993-2 mars 1998 | Juge-avocat général des Forces canadiennes. En tant que juge-avocat général, il fut responsable de fournir des services juridiques prompts et efficaces en droit militaire envers le Gouvernement du Canada et les Forces canadiennes, incluant la formation en droit international humanitaire au Canada. |
| 1987-1993 | Juge militaire en chef. Responsable de la supervision et gestion des juges militaires ainsi que de la fourniture de services judiciaires professionnels justes et efficaces aux Forces canadiennes. En plus de siéger comme juge militaire, il a assuré la supervision du personnel juridique et des sténographes d'audience. |
| 1982-1987 | Juge militaire pour les Forces canadiennes. A présidé des procès dans les deux langues officielles du Canada (français, anglais), dans toutes les provinces du Canada, dans certains États des États-Unis, en Europe, et au Moyen-Orient. Un juge militaire a compétence pour juger tous les membres de Forces canadiennes où qu'ils se trouvent lorsqu'on allègue une infraction au droit fédéral canadien. Un juge militaire peut aussi juger des civils canadiens accompagnant les Forces canadiennes quand ceux-ci sont accusés d'avoir contrevenu au droit fédéral |

canadien. Il a conduit ces procès en tant que juge unique et lors de cours martiales comprenant des membres (jury). Il a entendu des causes variées, incluant des accusations d'agression sexuelle et de meurtre.

1973-1982

Durant cette période, le brigadier-général Boutet a occupé diverses fonctions au sein du Cabinet du juge-avocat général des Forces canadienne, incluant celle de procureur de la Couronne et d'avocat de la défense lors de cours martiales.

Occupations professionnelles connexes

1987-1998

En tant que Coordonnateur pour le Ministère de la défense nationale des Règles spéciales de scrutin établies par la loi canadienne sur les élections, il s'est assuré que tous les membres des Forces canadiennes puissent exercer leur droit de vote en période d'élection.

1987-1998

En tant que Coordonnateur des langues officielles pour le Cabinet du juge-avocat général, il a fait la promotion d'un usage égal des deux langues officielles du Canada, conformément à la loi sur les langues officielles.

1977-1980

Membre du Conseil de direction de la Caisse d'économie de Valcartier, Shannon, Québec (Canada).

Affiliations professionnelles et distinctions

1994 à ce jour

Conseil de direction, Société internationale de droit militaire et du droit de la guerre

1998

Membre du Comité national canadien de droit international humanitaire

1998 à ce jour

Membre de l'Association du barreau canadien

1993-1998

Membre de l'Association des avocats des Forces armées du Commonwealth

1971 à ce jour

Membre du barreau du Québec

1995

Commandeur de l'Ordre du mérite militaire (CMM)

1985

Décoration canadienne (DC)

1977

Médaille du service spécial de l'OTAN (MSS-OTAN)

Formation professionnelle pertinente

25-28 avril 2001

Conseil de direction et Conseil de gestion de la Société internationale de droit militaire et du droit de la guerre, Madrid

6-10 juin 2000

Rapporteur spécial – quinzième congrès de la Société internationale de droit militaire et du droit de la guerre, Lillehammer (Norvège)

5-9 mai 1999	Hôte de la réunion du Conseil de direction et du Conseil de gestion de la Société internationale de droit militaire et du droit de la guerre, Kingston, Ontario (Canada)
13-17 mai 1998	Conseil de direction et Conseil de gestion de la Société internationale de droit militaire et du droit de la guerre, Budapest
18-22 août 1997	Conférence judiciaire internationale – Perspective canadienne : le fondement juridique des opérations des Nations Unies dans l'ère postguerre froide et les questions juridiques reliées aux opérations de maintien de la paix, Ottawa et Québec (Canada)
10-15 mai 1997	Quatorzième congrès de la Société internationale de droit militaire et du droit de la guerre – Enquêtes et poursuites de cas de violation du droit des conflits armés, Athènes
3-7 décembre 1995	Vingt-sixième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève (Suisse) : La protection des victimes de conflits armés et des populations civiles en temps de guerre, les valeurs humanitaires et la réponse aux situations de crise
19-21 octobre 1995	Symposium international sur les Nations Unies et le droit international humanitaire, Genève (Suisse)
16-19 octobre 1995	Conférence sur les règles d'engagement et le droit de la guerre, Breda (Pays-Bas)
10-12 juillet 1995	Séminaire sur les aspects juridiques du maintien de la paix, Bucarest
3-5 novembre 1994	Conférence en droit humanitaire, Charlottesville, Virginie (États-Unis)
1er novembre 1994	Congrès annuel de l'Union internationale des avocats – Consultations publiques sur les crimes de guerre et la protection des civils dans la Convention de Genève, Marrakech (Maroc)
10-12 octobre 1994	Conférence d'experts sur la formation en droit humanitaire organisée par le Centre des droits de l'homme des Nations Unies, Genève (Suisse)
1994	Congrès international de la Société internationale de droit militaire et du droit de la guerre, Vienne
1993	Symposium international de droit humanitaire, Saint-Pétersbourg (Russie)
1993	Conférence sur la protection des victimes de crimes de guerre, Genève (Suisse)
1991	Institut international de droit humanitaire, San Remo (Italie)